

Lettre ouverte à Laurent Schwartz

Lisant votre jugement sur les professeurs de collège et les réactions qu'il suscite, je me suis demandé un instant si nous ne nous trompons pas tous d'époque, sinon de siècle.

Militant d'un mouvement pédagogique qui réunit sans conflit (ce qui est rare dans un corps professionnel aussi cloisonné) les multiples catégories du monde enseignant (et non enseignant), je n'ai aucune envie de défendre une catégorie par rapport aux autres. Justement je trouve assez surprenant que vous rameniez le problème de société, je devrais dire le drame, que constitue l'école en cette fin de siècle, à une simple question de qualification d'une catégorie de personnel.

A vous entendre, il existe pour les enseignants deux sortes de compétences : l'une scientifique acquise initialement et l'autre pédagogique et humaine (merci d'associer les deux mots !) qui s'acquiert avec l'âge. Il est donc facile d'en tirer la conclusion : les enseignants les plus âgés détenant le plus de diplômes sont ceux qui réussissent le mieux auprès de leurs élèves. Je ne suis pas certain qu'en vous promenant à la sortie des collèges et des lycées et en questionnant des adolescents vous retrouviez cette évidence. Encore le problème est-il faussé par le fait qu'on attribue généralement les classes les plus difficiles aux jeunes ayant le moins de diplômes. Combien d'agrégés mettent leur talent au service des jeunes de C.P.A. ou de C.P.P.N. ? Il se trouve que nous en connaissons de rares spécimens et qu'ils s'associent vraisemblablement à mon analyse plutôt qu'à la vôtre.

Je ressens à quel point il est dangereux de critiquer publiquement la religion des diplômes car cela peut être sournoisement interprété comme une tentation d'obscurantisme. Peu d'enseignants ont eu autant que nous des contacts avec des gens et des milieux différents : des chercheurs, des thérapeutes, des magistrats, des militants. Aucun a priori ne nous anime donc, mais nous n'avons découvert nulle part qu'un agrégé était globalement supérieur à une institutrice maternelle, un inspecteur à un maître d'école.

Nous avons l'impertinence de n'attacher qu'une valeur toute relative à des parchemins qui ne sont parfois que des baudruches. L'homme qui nous a réunis et formés n'a jamais été qu'un humble instituteur. Pourtant si l'on juge de sa compétence non sur les diplômes qu'il a passés mais sur ce qu'il a réalisé, nous ne craignons pas de le comparer aux spécialistes les plus titrés des sciences de l'éducation. D'un côté de la table, nous plaçons Célestin Freinet avec des pratiques qui s'appellent : expression libre et notamment texte libre, correspondance interscolaire, journal scolaire, recherche libre appuyée sur le tâtonnement expérimental, organisation coopérative de la classe, plans de travail, individualisation grâce à des outils auto-correctifs, bibliothèque de travail, utilisation par les enfants des techniques audiovisuelles (je m'arrête provisoirement là) ; non pas des pratiques limitées à quelques classes prototypes, à quelques établissements vitrines : des pratiques largement répandues (et qui pourront l'être davantage le jour où on les favorisera vraiment), sur lesquelles on peut demander aussi les réactions des enfants, des adolescents, des parents, des médecins, des travailleurs sociaux, etc.

De l'autre côté, à votre tour de disposer l'apport des docteurs, agrégés et certifiés pour transformer réellement l'école. Et votre apport personnel, Monsieur Schwartz ? Nous vous connaissons comme un éminent mathématicien mais cela vous donne, tout au plus, autorité pour discuter des programmes de mathématique. L'estime que nous vous portons se réfère surtout à un certain manifeste des 121 mais cela ne vous donne pas compétence particulière à parler du système éducatif en ignorant le droit à l'autodétermination des jeunes quant à leur avenir.



Nous en avons assez du régime des experts et des technocrates où des titres ronflants permettent à n'importe qui de parler de n'importe quoi. Quand Rémy Chauvin utilise ses titres de naturaliste pour prendre parti sur les surdoués ou la parapsychologie, ce n'est rien d'autre que du trafic d'influence morale. Puisque vous vous autorisez à trancher sur ce que vous connaissez mal, nous prenons aussi la liberté de dire ce que nous pensons d'un problème que nous vivons quotidiennement.

Nous croyons qu'un enseignant ne pousse jamais assez loin son approfondissement théorique mais, contrairement à ce que vous laissez supposer, celui-ci ne doit pas se limiter à la formation initiale. Au rythme où évoluent les savoirs, les professeurs en fin de carrière ne peuvent plus vivre sur les acquis d'un séjour universitaire datant des années quarante. Le temps n'est plus où l'on pouvait traverser la vie avec le simple bagage de ses humanités. Le recyclage théorique n'est pas seulement une nécessité pour les P.E.G.C. mais pour tous ceux qui refusent de vivre sur leur passé.

De plus nous croyons que l'acte d'enseigner est surtout un acte de relation, avec des jeunes d'abord, avec des adultes aussi, qu'ils soient collègues ou non-enseignants. Et cette compétence-là ne s'acquiert pas à la longue par la routine. Elle doit être acquise au départ de la vie professionnelle, non par des sermons pédagogiques mais par des actions collectives de formation où l'on apprendra le travail en équipes interdisciplinaires, où l'on découvrira la réalité de la vie des jeunes tels qu'ils sont et non tels que l'on voudrait qu'ils soient.

L'école est probablement le domaine où la faillite du régime précédent est la plus flagrante. La gauche hérite de la responsabilité de permettre enfin à tous les jeunes d'accéder à la culture la plus riche et la plus diversifiée, non par la contrainte mais par le respect de leurs besoins et de leurs intérêts.

Notre compétence (qui ne se juge pas sur des diplômes ou sur des paroles mais sur des actions vérifiables) nous autorise à dire que le choix ne se situe pas entre l'élitisme et le nivellement. L'échec de la suppression des filières ne justifie en rien leur utilité. En s'accrochant au mythe de la classe homogène, le système scolaire est resté cerné dans un dilemme : ou bien il exige que tous fassent la même chose et il doit placer la barre au niveau des plus faibles, ou bien il se désintéresse des intérêts et des capacités des élèves et il entérine un taux d'échec ahurissant. Le droit à la différence ne peut servir d'alibi aux tentations de l'élitisme (l'Afrique du Sud n'est-elle pas le paradis de certaine différence ?).

Pour notre part, depuis cinquante ans, nous avons mis en œuvre l'amorce de la seule réponse possible pour échapper à ce cercle vicieux : la reconnaissance du groupe hétérogène fonctionnant à la fois en communauté de vie coopérative et en activités individualisées. Nous pensons que l'école a suffisamment pataugé dans un borbier où l'on ressasse toujours les mêmes rengaines.

A l'heure où une large partie de notre peuple aspire à un changement longtemps attendu, alors que ses adversaires sont prêts à tous les traquenards pour provoquer l'échec, nous rappelons que la force vive qui assurera sous peu la relève, ne se trouve pas dans les états-majors politiques ou syndicaux mais dans les écoles, les collèges, les lycées. Pour les jeunes, le changement ne peut se limiter à voir partir un prof en année sabbatique.

Il faut que s'ouvre enfin une brèche dans la chape de mépris et d'ennui qui recouvre depuis si longtemps la jeunesse et face à laquelle les diatribes présentes font figure de querelles byzantines.

Quand osera-t-on enfin proposer aux jeunes un nouveau dessein éducatif ?

Michel BARRÉ